
Le secteur pétrolier au Gabon

La production pétrolière du Gabon est en repli. Les espoirs portent désormais sur l'exploration off-shore profond qui pourrait relancer à la hausse la production. De nombreux investisseurs étrangers s'y intéressent. Les découvertes récentes dans le secteur du gaz pourraient aussi être susceptibles d'offrir des opportunités nouvelles de développement du secteur, tandis que le gouvernement gabonais souhaite étendre davantage son contrôle et accroître sa part de revenus.

Aperçu du secteur

1. Le Gabon occupe le 5ème rang des producteurs pétroliers en Afrique Sub-saharienne, après le Nigeria, l'Angola, le Congo (Brazzaville) et la Guinée Equatoriale. Selon la « BP Statistical Review 2014 », le Gabon dispose de 2 milliards de barils de réserves prouvées. Il a, en juillet dernier réintégré l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) et son retour au sein de l'ITIE¹ devrait être accéléré. Le bassin sédimentaire gabonais couvre ainsi une superficie de 247 000 Km², dont 30% on-shore et 70% off-shore. Environ 47% de la surface attribuée est ouverte à l'exploration.

La production gabonaise s'est établie à 11,92 millions de tonnes en 2015, soit environ 230 000 barils/jour, en hausse de 8,6% par rapport à 2014 du fait de la mise en production de certains champs marginaux et de l'optimisation d'autres champs. Mais la production est globalement en repli du fait du déclin naturel des champs matures. Elle devrait, selon les prévisions des autorités, baisser pour atteindre 10,97 millions de tonnes en 2016, malgré la légère hausse enregistrée au 1er trimestre 2016².

Depuis le début de l'exploitation pétrolière au Gabon dans les années 60, la production pétrolière a atteint son pic en 1997 (qui correspondait à la production maximale atteinte par Rabi, le plus gros gisement du Gabon) avec un plafond record de 18,56 millions de tonnes. Les espoirs se tournent désormais vers l'exploitation en off-shore profond qui a fait l'objet d'appels d'offres successifs pour l'attribution de blocs pétroliers. Selon le FMI, la part du pétrole dans le PIB gabonais s'élevait en 2015, à 31,6% (est. pré.).

2. L'essentiel de la production de pétrole gabonais (brut essentiellement) est exporté, soit 11,017 millions de tonnes en 2015 (+10,9% par rapport à 2014). L'Asie reste la première destination du pétrole produit au Gabon (51%), suivie par l'Europe (31%). Viennent ensuite l'Amérique Latine et les Caraïbes (15%) suivie de l'Amérique du Nord (3%), aujourd'hui autosuffisant.

En 2012, la société de courtage suisse Vitol SA a signé un contrat à long terme avec la société d'Etat Gabon Oil Company pour l'exportation de la part de pétrole revenant à la République gabonaise. Avant cette date, c'était la société suisse Petrolin Group, qui gérait les ventes du brut local.

¹ Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives.

² A la fin du 1er trimestre 2016, la production pétrolière aurait progressé de 0,9% pour se situer à 2,9 Mt, selon la direction générale des hydrocarbures. Les contributions de certains opérateurs tels que Shell Gabon, Perenco, Addax et Vaalco expliqueraient cette amélioration. A cela s'ajouterait également la production additionnelle du nouvel opérateur Sino Gabon Oil & Gas (0,21 Mt au 1er trimestre).

Acteurs et développements

Production et recherche pétrolière

Le Gabon compte aujourd'hui plus de 58 champs en production et huit compagnies opératrices de pétrole. Perenco, Shell Gabon, et Total Gabon produisent à eux seuls les 3/4 du pétrole gabonais. Sont également présents Addax Petroleum (racheté par le chinois Sinopec en 2009), Maurel & Prom³ (F), Vaalco (US), CNR (Canada). Tullow Oil (GB) est présent sur 23 permis, mais n'en opère aucun directement. Sino Gabon Oil and Gas (Chine) opère le champ à terre d'Akondo entré en production en avril 2015. On recense également plus d'une dizaine de compagnies actuellement en phase d'exploration : américaines (Anadarko, Harvest), japonaise (Mitsubishi Petroleum), britannique (Ophir, Setanta, Stream Oil), italienne (ENI), australienne (Pura Vida), indienne (Oil India international). La compagnie espagnole de pétrole et de gaz Repsol a pris pied également au Gabon cet été⁴.

Les nouvelles opportunités de développement se situent en off-shore profond, mais nécessitent des coûts d'exploitation élevés. Les conditions de marché ne sont pas aujourd'hui favorables; les investisseurs étrangers restent nombreux à s'y intéresser et à entrer sur le marché. Le 10ème appel d'offres pour l'attribution de blocs pétroliers avait fait l'objet de négociations en 2013-2014 sur les 43 blocs pétroliers en mer disponibles. Les contrats sur la vente de blocs offshore ont été signés fin 2014. Ils concernent :

Tableau : résultat du 10ème appel d'offres pour l'attribution de blocs pétroliers

Compagnies	Blocs
Impact Oil & gas	B7, D13 et D14
Repsol	E13
Noble - Woodside	F15
Marathon oil	G13
Ophir PLC	A3 et A4
Petronas	F14

Source : Service Economique de Libreville

Un 11ème appel d'offres pour l'attribution de 5 blocs pétroliers (E12, F12, F13, E14 et G14), dans l'off-shore profond et ultra-profond au large du Gabon a été lancé à la fin de l'année 2015 sans que les résultats ne soient connus pour l'instant. Les études sismiques 2D et 3D réalisées par l'entreprise française CGG ont confirmé l'intérêt pétrolier de ces blocs. CGG a signé un accord d'exclusivité avec le ministère du pétrole gabonais consistant en l'acquisition et le traitement de 35 000 km² de données 3D.

Production gazière

Le pays détient des réserves prouvées de gaz naturel à hauteur de 28,3 milliards de mètres cubes – essentiellement sous forme de gaz associé, mais n'en fait actuellement qu'un usage limité, puisque

3 La société Pacífico contrôlée par Jean-François Henin, PDG de Maurel et Prom, et Pertamina ont indiqué par communiqué en août dernier avoir signé un accord relatif à la cession de la totalité de la participation de Pacífico dans Maurel & Prom à Pertamina, la compagnie nationale pétrolière indonésienne.

4 Lié à Woodside (Australie) qui dispose de 40% du champ de Luna Muestse (E13).

plus de 90% de sa production est réinjectée dans le sous-sol, ou brûlée⁵, faute de débouchés économiques. Le gouvernement souhaite évidemment promouvoir le développement des ressources gazières nationales dans le but d'engendrer de nouvelles sources de revenus dans un contexte de déclin de la production pétrolière. Différents projets sont en cours, visant notamment à valoriser cette ressource (usine d'engrais de l'île de Mandji). Cette orientation stratégique est donc inscrite aussi dans le nouveau Code des Hydrocarbures de 2014.

Les ressources en gaz sont actuellement exploitées par la seule compagnie française Perenco à partir de deux gisements : Ganga et Ozangue. La société a produit 50 millions de pieds cube de gaz en 2015, lui offrant un positionnement stratégique au Gabon, puisqu'elle alimente les centrales thermiques de Port-Gentil et Libreville⁶. Shell dispose également de réserves de gaz importantes sur des gisements en déclin : Rabi-Kounga, Toucan et Bende-M'Bassou. Globalement la plus forte concentration des ressources de gaz se trouve dans la zone autour de Rabi-Kounga, d'Olouwi et Ozangue. Les récentes découvertes de gaz à condensats par Total, Shell et Eni dans trois blocs offshore nécessitent des travaux d'appréciation et pourraient, si ces ressources s'avèrent importantes et économiques, propulser le Gabon sur la scène mondiale des producteurs de gaz.

Raffinage

La SOGARA, Société Gabonaise de Raffinage⁷, est l'unique raffinerie du pays. Elle produit du fuel (55% du total), du bitume, du gasoil, de l'essence, du kérosène et d'autres hydrocarbures comme le pétrole lampant et le gaz liquéfié. Sa capacité de raffinage est de 1 200 000 tonnes. Dans le cadre de son activité, elle a traité 927 000 tonnes de brut de qualité Rabi en 2015. L'activité de la raffinerie a été marquée par un arrêt de production de 7 semaines l'année dernière, en raison d'une grève de l'ONEP⁸. La remise à neuf de l'outil de production en 2012-2013 permet de traiter de plus en plus de brut mais ne suffit pas pour autant à satisfaire le marché local, la SOGARA devant s'approvisionner régulièrement sur le marché international pour satisfaire la demande locale en gasoil.

En 2012, l'Etat gabonais a signé un protocole d'accord avec la société sud-coréenne Samsung C&T Corporation pour la construction d'une nouvelle raffinerie dans la zone économique en projet de l'île Mandji, à Port-Gentil. La production de cette raffinerie pourrait servir pour un tiers à approvisionner le marché local, les 2/3 restant étant destinés à l'exportation. Le montant de ce projet, d'une capacité de 3 Mt de pétrole, est estimé à environ 1 Md € et sa mise en exploitation, initialement prévue pour 2016, est pour l'instant retardée, les ajustements juridiques de ce projet restent à finaliser avec l'Etat gabonais.

Stockage, transport et distribution des produits pétroliers

Il n'existe qu'une seule société de stockage et d'entreposage de produits pétroliers : la SGEPP (Société Gabonaise d'Entreposage de Produits Pétroliers), dont la capacité de stockage à Libreville est de 20 800 m³ de produits blancs, 3 200 m³ de fuel, 2450 m³ de gaz butane et 800 m³ de butane. A Moanda, la capacité de stockage de la SGEPP est de 12 850 m³ de produits blancs et 300 m³ de gaz. Les compagnies Total Gabon et Shell possèdent leurs propres terminaux avec des capacités de stockages respectives de 3,5 et 1,4 million de barils.

5 Depuis janvier 2010, le torchage du gaz est interdit au Gabon. Un délai a néanmoins été accordé jusqu'à pour donner le temps aux entreprises du secteur de s'adapter à cette nouvelle mesure.

6 Contrat de vente de gaz naturel signé entre la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) et Perenco.

7 Le capital de la SOGARA est actuellement réparti entre Total (43,84%), l'Etat gabonais (25%), la société panaméenne Portofino Assets Corporation (16,99%), Petro Gabon (11,67%) et le groupe italien ENI International (2,50%).

8 L'Organisation Nationale des Employés du Pétrole

Quatre opérateurs interviennent dans la distribution des produits pétroliers : Engen (entreprise Sudafricaine ayant racheté 60% des parts de Pizo Shell en avril 2008), Total Marketing Gabon, Petrogabon et Oil Lybia qui transportent et distribuent grâce à leur réseau de stations-services installées à Libreville et à l'intérieur du pays.

Evolutions du secteur

1. Le gouvernement gabonais cherche depuis quelques années à renforcer sa gouvernance du secteur et mieux défendre ses intérêts vis-à-vis des sociétés pétrolières installées. Cette volonté traduite notamment par le lancement d'un audit du secteur, la création d'une compagnie nationale et la poursuite de la promotion d'un tissu industriel national (« local content »). Cet audit a été lancé en 2011 dans le but de mieux cerner les flux financiers issus de l'industrie pétrolière. Il a été confié au cabinet américain Alex Stewart International, et vise les opérateurs actifs dans le pays. Le cabinet a communiqué son dernier rapport d'audit en juillet dernier. En 2011, l'Etat a créé également la Société Nationale de Pétrole, dénommée GOC (Gabon Oil Company), dont la vocation est de gérer et développer les participations de l'Etat gabonais dans le secteur pétrolier.

La GOC est directement rattachée à la Présidence de la République, et opère sous la tutelle du ministère du pétrole et des hydrocarbures. Singulièrement, elle peut aussi opérer pour son propre compte la production de pétrole. Ce fût le cas pour les champs de Remboue et Obangue⁹ dont la production a atteint 7 millions de barils en 2015. Après la résolution du litige entre la République gabonaise et la société Addax, la GOC n'opère aucun gisement et la société connaît des difficultés financières. Le site de Remboue, démarré de manière temporaire, a été fermé faute de rentabilité. En janvier 2016, l'Etat a, dans le cadre d'un accord de cession avec Total Gabon, repris le gisement Mboumba (production de 1000 b/j) dont la gestion opérationnelle a été confiée à la GOC. Cette stratégie pourrait permettre à la GOC de renforcer son bilan. Gabon Oil Marketing est une société d'Etat également en cours de création et qui devrait concentrer dans le futur les activités d'approvisionnement des produits pétroliers du pays (import de produit, stockage, entreposage, distribution et mise en œuvre d'une station-service).

Dans cette même logique, le gouvernement gabonais cherche à développer et favoriser l'utilisation des sous-traitants pétroliers gabonais (« local content »). Le nouveau code des hydrocarbures réaffirme le principe de l'emploi prioritaire de personnel gabonais et l'utilisation prioritaire des sous-traitants locaux. Le défaut de personnel local qualifié est resté un frein pendant plusieurs années à la bonne application du code du travail local (minimum de 90% d'employés locaux).

Total Gabon en partenariat avec la République gabonaise a créé en 2011 l'Institut gabonais du Pétrole et du Gaz à Port-Gentil, avec la collaboration de l'Institut Français du Pétrole suivie après par les sociétés Shell et Perenco. Total Gabon et Addax interviennent également auprès de l'Ecole Polytechnique de Masuku afin de former des ingénieurs spécialisés. D'autres compagnies envoient des étudiants, à travers des partenariats, dans des écoles à l'étranger.

2. Un nouveau code des hydrocarbures a été adopté en 2014 visant à réguler le marché tout en réaffirmant l'appartenance de la ressource à l'Etat gabonais. Il offre en particulier des nouveaux types de contrats : 3 types de contrats pétroliers (contrat d'exploration, contrat

⁹ Le champ d'Obangue a depuis été restitué à Addax Petroleum après versement par Sinopec d'une indemnité transactionnelle, suite à un conflit qui opposait la compagnie à l'Etat gabonais.

d'exploration et de partage de production, contrat d'exploitation) et 2 types de contrats de services (contrat d'évaluation technique ou contrat de service). Pour les contrats de partage de production, l'Etat possède a minima une part fixée à 20 %, la GOC ayant le droit en outre d'acquérir une participation maximale de 15%. Par ailleurs, l'Etat peut prendre une participation maximale de 20% du capital social de toute entreprise sollicitant ou titulaire d'une autorisation exclusive d'exploitation. L'Etat gabonais détient déjà, à cet égard, des participations à hauteur de 25% dans Total Gabon et Shell Gabon.

S'agissant des aspects fiscaux, l'impôt sur les sociétés qui était auparavant compris dans la part de production qui revenait à l'Etat dans les contrats de partage de production (profit-oil Etat) s'ajoute à la part de rente revenant à l'Etat au taux de droit commun de 35%. Les contributions, telles que la redevance superficielle (rémunère la location du domaine pétrolier par l'Etat), la PID/PIH¹⁰, la redevance proportionnelle (due en phase de production) ou les éléments de parafiscalité (fonds de formation, fonds de soutien au développement des communautés locales, etc.) restent applicables. Des dispositions environnementales ont été ajoutées telle que l'interdiction du « torchage » de gaz naturel. Le Code des hydrocarbures prévoit, sans autre précision, un régime fiscal adapté aux spécificités de l'exploitation du gaz naturel pour encourager la mise en valeur des gisements.

3. Jusqu'en février 2016, les produits pétroliers distribués sur le marché gabonais bénéficiaient d'une subvention substantielle de l'Etat (700 Mds XAF les 6 dernières années) permettant de vendre à prix fixe les produits sur l'ensemble du territoire. Décidée en janvier 2015, et appliquée depuis février 2016, la décision de libéralisation des prix des produits pétroliers sur le marché local a permis de faire varier les prix à la pompe. Seuls le gaz butane et le pétrole lampant restent subventionnés, en raison de leur caractère « social ». La réactivation du mécanisme d'indexation automatique des prix des carburants à la pompe au prix international a eu pour conséquence, compte tenu des cours du pétrole actuels, la baisse des prix du gasoil et de l'essence. Un mécanisme de péréquation permet par ailleurs de maintenir des prix identiques sur tout le territoire.

¹⁰ Provision pour investissements diversifiés (PID) et d'investissements hydrocarbures (PIH).

ANNEXE

Les producteurs du secteur pétrolier au Gabon

La société Perenco (dirigé par François Perrodo, fils aîné d'Hubert Perrodo son fondateur) a débuté ses opérations au Gabon en 1992. Grâce à une stratégie ambitieuse d'acquisitions et de développement, elle détient des intérêts dans 29 licences on-shore et off-shore. Sa production opérée de pétrole moyenne en 2015 était de 61 000 barils par jour. Actuellement la société parvient à produire 72 000 barils par jour, occupant la place de 1er producteur de pétrole au Gabon, et de 50 millions cube feet de gaz. En 2014 et 2015 les investissements de Perenco au Gabon se sont élevés à près de 1 Md\$ (forage et exploration en eau profonde).

Total Gabon opère au Gabon depuis 1928. La société exploite une trentaine de champs, pour la plupart en mer, développés au cours des cinquante dernières années avec une production opérée en moyenne de 57 000 barils/jours (2015). La société fait figure de second producteur gabonais (en intégrant sa part de production dans les champs dont Total Gabon n'est pas opérateur)¹¹.

Shell Gabon a débuté ses activités d'exploration et de production d'hydrocarbures au Gabon en 1960. Sa production opérée en moyenne était de 51 000 barils/jours à partir de 4 champs terrestres en tant qu'opérateur (Gamba/Ivinga, Rabi, Toucan et Koula). Découvert en 1985, Rabi reste l'un des plus grands champs de pétrole jamais découvert en Afrique subsaharienne. Coucal, Avocette et Atora, opérés par Total et Tsiengui opéré par Addax, figurent parmi les actifs non opérés de Shell Gabon. La compagnie détient aussi deux permis d'exploration en off-shore profond obtenus en 2007 dans les blocs BC-9 et BCD10 situés au sud-ouest.

La société française Maurel et Prom, implantée au Gabon depuis 2004 à la suite du rachat des actifs de la société sud-africaine Rockover, a atteint une production de 28 000 barils/jour en 2015. La société Pacifico contrôlée par Jean-François Henin, PDG de Maurel et Prom, et Pertamina ont indiqué par communiqué en août dernier avoir signé un accord relatif à la cession de la totalité de la participation de Pacifico dans Maurel & Prom à Pertamina, la compagnie nationale pétrolière indonésienne.

Addax (racheté par le chinois SINOPEC en 2009) a débuté ses opérations en 2004 et produit en moyenne 19 000 barils/jour grâce à ses intérêts au sein de 6 champs producteurs on-shore (Dinonga Irondou – Awoun) et off-shore (Etam Marin – Avouma - Ebouri).

L'américain Valco produisait 24 000 barils/jours début 2013 (Etame Marin), mais l'entreprise a été contrainte de suspendre ses forages jusqu'à nouvel ordre, en raison de la situation économique.

Canadian Natural resources limited, entreprise canadienne qui exploite les sables bitumineux, est présente, par ailleurs, sur le champ d'Olowi situé en off-shore peu profond, au sud du pays, depuis 2009. CNR a racheté les actifs de Pioneer Natural Ressources en 2005

La junior britannique Tullow Oil, est présent depuis plus de 10 ans au Gabon sur 23 permis mais n'en opère aucun. Elle se développe en partenariat actif avec Perenco et Maurel & Prom, lui permettant d'obtenir une part nette d'environ 13 700 barils/jour en 2015. Nouvel opérateur, **SinoGabon Oil & Gas** est par ailleurs rentrée en production au premier trimestre 2016 pour des quantités limitées.

lause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

¹¹ Pour plus de précisions sur le domaine minier et d'exploration, consulter le site de Total Gabon : <http://www.total.ga/activites/domaine-minier-et-exploration>